ADOPTÉ PAR
LE CONSEIL NATIONAL
DE QUÉBEC SOLIDAIRE
Le 8 juin 2025

Manifeste pour un Québec solidaire de ses travailleuses et travailleurs

Québec solidaire

PRÉAMBULE

Il y a quelque chose de brisé au Québec.

Alors qu'on nous explique régulièrement que le Québec ne cesse de s'enrichir, les travailleuses et les travailleurs voient pourtant leur qualité de vie décliner. Les gens ont beau s'épuiser à la tâche, il est de plus en plus difficile de vivre dignement des fruits de son travail.

Le constat que nous dressons est limpide : dans sa forme actuelle, le système ne fonctionne plus pour la majorité. Le modèle québécois a été brisé.

Pour l'expliquer, on nous donne toutes sortes d'explications, de Donald Trump aux personnes immigrantes, en passant par la pandémie et le contexte international.

Entendons nous bien :

- Si les prix du logement et de l'épicerie explosent, et qu'on peine à joindre les deux bouts;
- Si les files s'allongent devant les banques alimentaires et si 1 enfant sur 5 arrive à l'école le ventre vide;
- Si les personnes ayant un bas salaire vivent dans la pauvreté;
- S'il n'y a plus assez de profs dans nos écoles, si nos éducatrices en CPE ne gagnent pas de quoi vivre décemment;
- Si les droits des travailleuses et travailleurs immigrants et racisés sont systématiquement bafoués;
- Si notre réseau de la santé est au bord de s'effondrer pendant que les salaires des gestionnaires s'envolent;

C'est la faute des gouvernements qui se sont succédés depuis 30 ans. Ce déclin des conditions de vie des gens qui travaillent fort, c'est leur moyenne au bâton, leur héritage. Leur constat d'échec.

Quel que soit le parti, tous ont œuvré dans la même direction : s'en remettre entièrement au marché, défaire progressivement notre modèle pour en détourner la richesse vers une minorité déjà bien

nantie et parier sur le mirage d'une richesse qui retombera dans les poches du plus grand nombre.

Aujourd'hui, le résultat est clair : les riches sont plus riches, les inégalités se creusent, et la classe moyenne vit dans l'insécurité et l'endettement.

Depuis 7 ans, la CAQ a accéléré cette destruction en baissant les impôts, en déroulant le tapis rouge au secteur privé puis en imposant son austérité budgétaire contre les intérêts des travailleuses et des travailleurs.

En parallèle, son inaction face à une crise du logement que, nous, nous avions vu arriver en fait une des principales responsables de la disparition du logement abordable au Québec.

Clou final dans le cercueil de sa politique sociale, la CAQ défend maintenant un projet de loi pour saper les fondements du droit de grève pendant qu'elle donne des passe-droits aux Amazon de ce monde qui mettent des milliers de gens à la rue pour protéger leurs profits astronomiques.

Face à cet assaut continu et prolongé, nous appelons à un réveil collectif. Nous voulons offrir un nouvel espoir, une alternative solidaire, un projet de société différent pour les travailleuses et les travailleurs. Un projet qui remettrait l'État et l'économie au service du plus grand nombre, et permettrait à chacune et chacun de vivre dignement de son travail.

Un projet pour un Québec solidaire avec celles et ceux qui font véritablement marcher le Québec.

Il y a quelque chose de brisé au Québec, mais il n'y a pas de fatalité. Une autre voie, plus juste, plus digne, est possible.

1

VIVRE DIGNEMENT DES FRUITS DE SON TRAVAIL

LOGEMENT

Le logement est sans contredit le principal poste de dépense pour les travailleuses et les travailleurs. Le désengagement progressif de l'État au profit du marché a créé une situation qui bénéficie essentiellement aux spéculateurs, au détriment des citoyennes et des citoyens.

Nous avons besoin d'un changement de paradigme, qui remet le droit fondamental de se loger au cœur de nos politiques publiques. L'État doit retrouver sa place au centre de la stratégie en logement, avec deux rôles principaux : un rôle de régulateur renforcé et un rôle de bâtisseur renouvelé.

Un gouvernement solidaire s'attaquera frontalement aux spéculateurs immobiliers qui font du profit sur la crise du logement, notamment en élargissant et en durcissant l'éventail des sanctions contre les propriétaires voyous, et en instaurant un contrôle ferme sur les augmentations de loyer.

En parallèle, il renforcera drastiquement le rôle de l'État dans la construction et la gestion du parc de logements au Québec, en privilégiant la mixité sociale, afin d'offrir des milieux de vie abordables de qualité. Pour ce faire, un gouvernement solidaire lancera le plus grand chantier public de construction de logements protégés de la spéculation, principalement des logements sociaux, accessibles aux ménages à faibles et modestes revenus, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en priorisant les projets de développement durable.

Enfin, il s'engage à développer un nouveau modèle d'accession à la propriété en rendant disponibles des propriétés abordables, partout au Québec, sans risques et sans surenchère.

POUVOIR D'ACHAT

La question du pouvoir d'achat est au cœur des préoccupations des travailleuses et des travailleurs. Face à la crise du coût de la vie, les salaires ne suivent pas et rendent difficiles les fins de mois pour une part toujours croissante de la population. Alors que les différents gouvernements se vantent de leurs succès économiques, ces chiffres se traduisent dans la vraie vie par l'appauvrissement de la classe moyenne et le basculement dans l'itinérance pour les personnes les plus défavorisées.

Un gouvernement solidaire mettra tout en œuvre pour accroître le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs, en rehaussant le salaire minimum à 20$/heure, ainsi qu'en l'indexant au coût de la vie, de manière à bonifier les normes salariales pour tout le monde, et en détaxant les biens essentiels comme la nourriture ou les médicaments sans prescription.

Il appuiera également les luttes ouvrières et syndicales visant à protéger les travailleuses et les travailleurs de l'augmentation du coût de la vie.

Enfin, il encouragera les personnes qui travaillent, les entrepreneurs et les commerces locaux en favorisant les circuits courts afin qu'ils puissent offrir des biens à prix compétitif.

QUALITÉ DE VIE

L'insécurité économique pousse de nombreuses travailleuses et travailleurs à mettre leurs projets de côté et revoir leurs aspirations. Il semble de plus en plus difficile de prendre du temps pour soi, que ce soit pour le passer avec ses proches ou simplement pour se remettre de la fatigue liée à un monde du travail toujours plus exigeant.

Pour nous aider à mener une vie digne et heureuse, un gouvernement solidaire légiférera pour garantir un minimum de 4 semaines de vacances par année, ainsi que 3 (trois) jours de congé payés pour raisons personnelles, après 1 an d'ancienneté, pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs.

2

REMETTRE LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS AU COEUR DU MODÈLE QUÉBÉCOIS

Les politiques caquistes, libérales et péquistes ont eu des conséquences désastreuses pour les travailleuses et travailleurs : dévalorisation des services publics, dégradation des conditions de travail, précarisation des travailleuses et travailleurs immigrées et recul des droits syndicaux. Il est urgent d'inverser la tendance.

SERVICES PUBLICS

La promesse du Québec, qui fait notre exception en Amérique du Nord, repose sur une équation simple : les travailleuses et travailleurs paient des impôts plus élevés qu'ailleurs et, en échange, elles et ils bénéficient de services publics gratuits et de qualité sur l'ensemble du territoire. En choisissant de favoriser le financement des grandes entreprises et de leurs actionnaires, les gouvernements successifs ont brisé cette promesse.

Un gouvernement solidaire rebâtira les services publics, en privilégiant la décentralisation du réseau et une gestion qui s'appuie sur l'expertise et les besoins des travailleuses et travailleurs qui les font tourner au quotidien.

Cela passera notamment par le financement adéquat des infrastructures, l'arrêt du recours au privé et l'abolition du temps supplémentaire obligatoire dans le réseau de la santé, dans le respect du bien-être des travailleuses et travailleurs de ce secteur, ainsi que la remise sur pied d'un système d'éducation public de qualité, gratuit du CPE au doctorat.

Le transport collectif sera également considéré comme un service public à part entière.

DROITS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

Au Québec, la plupart des grands progrès sociaux ont été obtenus par la mobilisation des travailleuses et des travailleurs.

Depuis plusieurs décennies, un arsenal législatif, dont le projet de loi 89 qui vise à limiter le droit de grève n'est que le dernier avatar, a été déployé pour attaquer leur pouvoir d'organisation et de lutte.

Pour que les travailleuses et les travailleurs puissent se défendre et conquérir de nouveaux droits, un gouvernement solidaire interdira les lock-outs, inscrira le droit de grève dans la Charte des droits et libertés de

la personne et s'assurera de faire respecter la Charte des droits et libertés et la Loi sur les normes du travail et l'accès à la RAMQ pour toutes les travailleuses et travailleurs, y compris évidemment aux temporaires.

De plus, il s'engage à soutenir l'abolition les permis de travail fermés qui ont souvent comme effet de forcer les travailleurs et travailleuses temporaires à subir des conditions d'emplois inacceptables.

Il abrogera également toute loi établissant une forme de discrimination ou de racisme systémique contrevenant à l'esprit de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, notamment les articles de loi visant les personnes portant des signes d'appartenance religieuse.

Un gouvernement solidaire mettra en œuvre des réformes structurelles pour renforcer la démocratie dans les institutions publiques et les milieux de travail, en favorisant la participation directe des travailleuses et des travailleurs aux décisions et la transparence dans la gestion.

Enfin, il élargira et facilitera l'accès à la syndicalisation.

TRANSITION JUSTE

Un gouvernement de Québec solidaire s'engagera dans une transition sociale et écologique juste, équitable et transformatrice. Il investira massivement dans le transport collectif électrifié urbain, régional et interrégional, travaillera à la sortie des hydrocarbures et des industries ultra-polluantes et au développement massif des énergies renouvelables, le tout sous contrôle public et démocratique.

Il travaillera de concert avec les mouvements sociaux et syndicaux, les populations vulnérables et les Peuples autochtones afin d'obtenir leur consentement dans la construction d'un mouvement unitaire pour cette transition. Celle-ci doit se faire en planifiant l'avenir avec les travailleurs et travailleuses, pas contre elles et eux. La division entre travailleuses et travailleurs fait le jeu du système capitaliste et des véritables responsables de la crise climatique, dont les grandes entreprises polluantes. En pleine crise du coût de la vie, la culpabilisation des individus est une impasse.

SOUTIEN AU MILIEU COMMUNAUTAIRE

Un gouvernement solidaire financera à la hauteur de leur besoin (financement à la mission) les organismes communautaires afin de soutenir les travailleurs et les travailleuses de ce secteur, qui jouent un rôle essentiel dans notre société.

CONCLUSION

Réparer notre modèle ne sera pas chose aisée. On ne renverse pas des années de promesses brisées et de détricotage des services publics en quelques mois. Ça va nous prendre du courage, de la volonté politique, et la mobilisation de toutes et tous. Il va falloir se serrer les coudes et lutter.

Le présent manifeste vise à proposer une feuille de route, un cap clair autour d'idées fortes, qui mettent la défense des travailleuses et des travailleurs au cœur de notre action.

Il est un appel à toutes celles et tous ceux sans qui l'économie ne roulerait pas, sans qui les services publics s'effondreraient.

- Aux infirmières qui font les quarts de nuit et aux chauffeurs qui font circuler nos marchandises;
- Aux agricultrices qui remplissent nos assiettes et au personnel enseignant qui accompagne nos jeunes;
- Aux femmes de chambre, aux concierges et toutes ces travailleuses et travailleurs précaires, invisibles, indispensables;
- Aux gens de la construction qui bâtissent nos logements et aux ouvrières et ouvriers qui font tourner nos usines;
- Aux femmes qui tiennent à bout de bras nos services sociaux et aux éducatrices qui s'occupent de nos enfants;
- Aux travailleuses et travailleurs racisées et issues de l'immigration qui occupent souvent les emplois les plus difficiles et les plus essentiels;
- À tous les gens qui travaillent fort et qui ont perdu tout espoir dans la classe politique;

À toutes celles et ceux-là, nous le disons haut et fort : il y a un seul parti qui se bat pour vous, qui comprend vos défis et qui porte votre voix.

Un seul parti qui comprend que derrière chaque travailleuse et chaque travailleur, il y a une famille, des enfants qu'on veut voir grandir, des proches qu'on veut pouvoir soigner, des aînées qu'on veut accompagner.

Un seul parti qui partage vos espoirs et vos aspirations pour une vie meilleure.

Ce parti, c'est Québec solidaire.